



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2024/ICPE/179
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société RABAS PROTEC à Saint-Nazaire**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles R.512-46-22 et R.512-46-23 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 février 2016 autorisant la société RABAS PROTEC à exploiter des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture sur le territoire de la commune de St-Nazaire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 août 2021 régularisant la situation administrative de la société RABAS PROTEC pour l'exploitation des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture sur le territoire de la commune de St-Nazaire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mars 2022 modifiant l'arrêté préfectoral du 30 août 2021 ;

Vu la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet par la société RABAS PROTEC le 27 octobre 2023 concernant l'augmentation de la quantité de peinture susceptible d'être mise en œuvre ainsi que l'adaptation d'une prescription de l'arrêté préfectoral du 30 août 2021 susvisé, complétée en dernier lieu le 28 mars 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 mai 2024 ;

Vu le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires porté à la connaissance de la société RABAS PROTEC par courrier du 22 mai 2024 ;

Vu le courrier de l'exploitant en date du 3 juin 2024 ;

Considérant que par ses caractéristiques, le projet ne relève pas des critères définis par l'article L.512-7-2 du code de l'environnement (sensibilité environnementale, cumul d'incidences ou aménagement important de prescriptions) et n'est donc pas soumis à évaluation environnementale ;

Considérant que le projet, qui consiste en l'augmentation de la quantité de peinture susceptible d'être mise en œuvre ainsi que l'adaptation d'une prescription de l'arrêté préfectoral du 30 août 2021 susvisé :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2 ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle au sens de l'article R.512-46-23-II du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'article R.512-46-23-II du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.512-46-22 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

TITRE I. IDENTIFICATION DES MODIFICATIONS

CHAPITRE I.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DES MODIFICATIONS

Article I.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société par actions simplifiée RABAS PROTEC dont le siège social est situé à St-Nazaire (44 600), 188 rue de Trignac est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des actes antérieurs qui demeurent applicables, à poursuivre l'exploitation des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture sur le territoire de la commune de St-Nazaire, 188 rue de Trignac.

Article I.1.2. Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions techniques suivantes sont modifiées par le présent arrêté : articles I.2.1 et III.2.5 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2021.

CHAPITRE I.2. MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS

Article I.2.1. Nature des installations

L'article I.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2021 modifié par l'arrêté préfectoral du 17 mars 2022 est remplacé par les dispositions suivantes.

« **Article I.2.1** – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Rubrique	Libellé de la rubrique	Grandeur	Régime*
2565.2.a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l	Volume 18 550 litres	E
2940.2.b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :	Quantité 40 kg/j	DC

	b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j		
--	--	--	--

* E : Enregistrement / DC : Déclaration soumis à contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement
»

Article I.2.2. Cas particulier du chromate de strontium

L'article III.2.5 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2021 est remplacé par les dispositions suivantes.

« Article III.2.5 – Cas particulier du chromate de strontium

La substitution du chromate de strontium utilisé dans certaines peintures doit en permanence être recherchée.

Les émissions atmosphériques de chromate de strontium sont maintenues en permanence à un flux horaire inférieur à 0,4 g/h et sont limitées à 400 g/an. Ces flux correspondent au cumul des 2 points d'émission du site. »

TITRE II. MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

CHAPITRE II.1. SANCTIONS

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

CHAPITRE II.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 ::

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (auprès du préfet de la Loire-Atlantique) ou hiérarchique (auprès du ministre chargé de l'environnement) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

CHAPITRE II.3. PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Nazaire et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Nazaire, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois et sur le site :

<<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>>

CHAPITRE II.4. EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Saint-Nazaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 13 juin 2024

**Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis
Suppléant du sous-préfet de Saint-Nazaire**


Marc MAKHLOUF